

## **20260202 InfoMigrants**

<https://www.infomigrants.net/fr/post/69587/accord-un-pour-un--depuis-son-entree-en-vigueur-281-migrants-expulses-vers-la-france-et-350-envoyes-au-royaumeuni>

### Actualités



Des migrants sur la plage de Gravelines, près de Calais, le 22 octobre 2025. Crédit : Picture alliance

## **Accord "un pour un" : depuis son entrée en vigueur, 281 migrants expulsés vers la France et 350 envoyés au Royaume-Uni**

Par [La rédaction](#)

Depuis l'entrée en vigueur de l'accord "un pour un" entre Londres et Paris en août dernier, 281 migrants arrivés en Angleterre par "small boat" ont été expulsés vers la France et 350 exilés ont pu rejoindre le Royaume-Uni de manière légale. Un chiffre en deçà des espérances des autorités britanniques.

Il devait enrayer les traversées de la Manche. Cinq mois après son entrée en vigueur, l'accord "un pour un" qui prévoit un système d'échange de migrants entre Londres et Paris ne produit pas les effets escomptés par les autorités britanniques.

Le texte, signé en juillet, prévoit le renvoi en France d'un migrant arrivant au Royaume-Uni par "small boat", en échange de quoi Londres s'engage à accepter un exilé se trouvant en France et exprimant sa volonté de demander l'asile. Une expulsion, une entrée, en somme.

Depuis [les premiers transferts mi-septembre](#), un total de 281 migrants arrivés en Angleterre après une traversée de la Manche ont été expulsés vers la France, et 350 exilés ont pu rejoindre le Royaume-Uni de manière légale, a indiqué la semaine dernière la ministre de l'Intérieur, Shabana Mahmood, interrogée par la radio LBC.

La différence entre ces deux chiffres s'explique par une "complication opérationnelle du côté français", selon Londres. Une affirmation qui pose question au regard des termes de l'accord, la France n'ayant aucun droit de regard (hormis les critères de sécurité) sur les personnes expulsées.

Shabana Mahmood a cependant reconnu que le nombre d'expulsions était "relativement faible", tout en rappelant qu'il s'agissait d'un projet pilote et que "ce programme visait à prouver la viabilité de ce nouveau modèle de collaboration avec les Français". Par ailleurs, "des difficultés pratiques se posent quant à la rapidité à laquelle il est possible de retenir les personnes, de les embarquer dans un avion et de les transférer en France", a expliqué la ministre de l'Intérieur à LBC.

A lire aussi

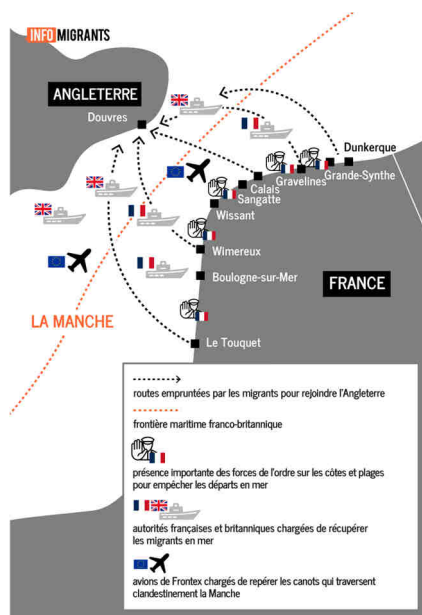
[Accord franco-britannique "un pour un" : que se passe-t-il pour les migrants renvoyés en France ?](#)

L'opposition, par la voix du conservateur Chris Philp, n'a pas manqué de dénoncer un "aveu d'échec lamentable".

On est en effet loin des estimations envisagées au moment de la signature de l'accord : la presse britannique avait évoqué le chiffre de 50 exilés expulsés vers la France chaque semaine.

## "Peur, humiliation et détresse psychologique"

Dès son annonce, cet accord a été largement critiqué par des ONG et des associations de défense des droits des étrangers. Des responsables associatifs ainsi que des citoyens français et britanniques réunis au sein d'un collectif ont dénoncé en octobre dernier "un marchandage cynique des vies humaines". "Nous parlons de marchandage, une notion généralement utilisée pour parler d'objets, car finalement avec cet accord, on prend les migrants pour des pions en les échangeant comme si cela n'avait aucun impact", [avait expliqué à InfoMigrants Stella Bosc](#), responsable communication et plaidoyer de l'Auberge des migrants. "On est dans une logique quasiment de troc, dont la matière est l'humain. Pour nous, derrière cet accord, il y a une déshumanisation qui est très alarmante. C'est une vie contre une autre".



Les critiques sont également venues des exilés eux-mêmes. Début janvier, le média britannique The Guardian a révélé que 85 migrants placés en centre de rétention au Royaume-Uni en vue de leur renvoi en France [avaient affirmé avoir subi des traitements dégradants](#) de la part des autorités britanniques.

Les migrants, originaires du Soudan, d'Afghanistan et d'Iran notamment, accusaient le Home Office de les soumettre à une détention arbitraire, de leur refuser l'accès à un avocat. Ils dénonçaient aussi un accès limité à des soins médicaux, des traitements dégradants et des préjudices psychologiques, notamment dans le centre d'Harmondsworth, en périphérie de Londres.

*A lire aussi*

[Au Royaume-Uni, une trentaine de migrants en grève de la faim pour contester leur renvoi vers la France](#)

Des plaintes balayées par le Home Office : "Nous ne reconnaissons pas les allégations concernant les conditions de détention à Harmondsworth. Nous considérons le bien-être des personnes détenues sous notre responsabilité comme étant de la plus haute importance", a déclaré au Guardian un porte-parole du ministère de l'Intérieur.

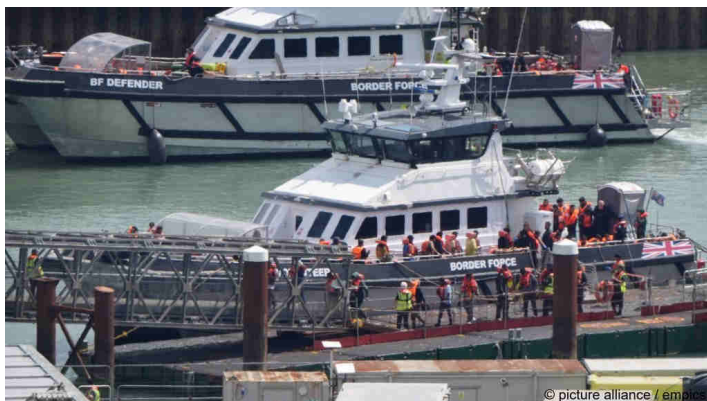
## **Des migrants déterminés à rejoindre le Royaume-Uni**

Cet accord a été signé avec le but affiché de dissuader les traversées. Un argument également dénoncé par les détracteurs du projet puisque les traversées de la Manche ne cessent d'augmenter. En 2025, [41 472 migrants sont arrivés sur les côtes britanniques à bord de petites embarcations en 2025](#), selon les chiffres du Home Office. C'est le deuxième nombre le plus élevé après le record des 45 774 arrivées enregistrées en 2022.

*A lire aussi*

[Manche : près de 50 000 migrants ont tenté de traverser la Manche en 2025, plus de 6 000 secourus côté français](#)

Malgré le durcissement de la politique migratoire britannique, les exilés dans le nord de la France ne comptent pas changer leurs plans et [souhaitent souvent, coûte que coûte, rejoindre l'Angleterre](#). Déjà, parce qu'ils ne connaissent pas toujours l'existence des réformes anglaises. Ensuite, parce que beaucoup ne renonceront pas à leur objectif si près du but, alors qu'ils ne sont qu'à quelques kilomètres des côtes britanniques. "Je suis venu d'Afrique, j'ai traversé le désert, la mer Méditerranée... J'ai fait trop de route pour arrêter maintenant et avoir peur d'un accord", racontait fin novembre à InfoMigrants Khalid\*, un Soudanais de 18 ans, rencontré dans un camp de Calais.



Un groupe de migrants arrivent à Douvres, au Royaume-Uni, le 30 juillet 2025. Crédit : Picture alliance

Enfin, parce que certains ont des attaches ou des proches au Royaume-Uni, et voient ce pays comme leur dernière chance. "J'ai vu sur les réseaux sociaux que la vie en Angleterre devenait compliquée pour les personnes comme nous. Mais je n'ai nulle part où aller alors je n'ai pas d'autre choix que de tenter ma chance là-bas", confiait Ahmed\*, un autre Soudanais de 26 ans dont la demande d'asile a été refusée en France.

*\*Les prénoms ont été modifiés.*